



23

Créer un dispositif de chèque alimentaire pour les foyers les plus modestes

Les enjeux

La crise sanitaire du Covid-19 implique depuis plusieurs mois des conséquences sociales importantes, renforçant notamment la précarité alimentaire.

Pour les agriculteurs français, il n'est pas concevable que des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale ne puissent pas manger à leur faim.

Il est essentiel que le chèque alimentaire soit perçu comme un véritable outil de relance pour les producteurs et de reconquête de la souveraineté alimentaire. Il y a donc un débat à avoir sur l'origine des produits, de même que sur la contribution sociale du dispositif. Nos organisations professionnelles considèrent possible une évolution de la politique d'aide alimentaire en France, dans l'objectif de soutenir les plus démunis, en leur permettant d'avoir accès en quantité, à une alimentation de qualité.

Nos propositions

- _ Assurer la mise en place d'un dispositif de **chèque alimentaire urgent, pérenne et ambitieux**, à l'impact social avéré.
- _ Privilégier indirectement **les produits alimentaires français bruts ou transformés**, d'origine animale ou végétale, **issus d'une production agricole locale et durable**, ces produits étant garants de la durabilité du dispositif et d'une grande qualité nutritionnelle, organoleptique et sanitaire.
- _ **Permettre l'éligibilité de circuits de distribution** qui couvrent l'entièreté du territoire.
- _ **Mettre en place des indicateurs de suivi** sur plusieurs aspects tels que l'origine et la qualité nutritionnelle des produits distribués.

Chiffres et dates clés

À ce jour, les dispositifs d'aide alimentaire accompagnent 5,5 millions de personnes, sur les 10 millions qui se situent sous le seuil de pauvreté.

Selon nos estimations, le budget nécessaire pour compléter le budget des ménages précaires se situe entre 1 et 3 euros par jour et par personne, soit une fourchette de 2 à 6 Md€ pour 5,5 millions de personnes.